



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Circulaire n°5601

du 05/02/2016

Introduction des demandes et procédure d'attribution des postes ACS (Agent contractuel subventionné) ou APE (Aide à la promotion de l'emploi) dans l'enseignement de plein exercice ordinaire et spécialisé - FWB

Réseaux et niveaux concernés

- Fédération Wallonie-Bruxelles
- Libre subventionné
 - Libre confessionnel
 - Libre non confessionnel
- Officiel subventionné
- Niveaux: fondamental, secondaire ordinaire et spécialisé

Type de circulaire

- Circulaire administrative
- Circulaire informative

Période de validité

- A partir du
- Du 1^{er} septembre 2016 au 30 juin **2018**

Documents à renvoyer

- Oui
- Date limite: **11 mars 2016**
- Voir dates figurant dans la circulaire

Mot-clé:

ACS-APE – Procédure de demande

Destinataires de la circulaire

- Aux Chefs d'établissements et aux Directions des établissements d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour information :

- Aux membres des Services de Vérification;
- Aux Organisations syndicales représentant le personnel enseignant;
- Aux associations de parents.

Personnes de contact

- Voir annexe 3

Signataire

Ministre:	Ministre de l'Education Joëlle MILQUET
-----------	---

Madame, Monsieur,

Les Conventions conclues entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et la Région wallonne, d'autre part permettent de financer des agents contractuels subventionnés (ACS) ou des aides à la promotion de l'emploi (APE) mis à la disposition d'établissements des différents niveaux d'enseignement.

Dans l'enseignement fondamental ordinaire, ces engagements ACS/APE sont réservés en majorité à des postes de puériculteurs(trices) et de psychomotricien(ne)s, mais aussi à des postes d'enseignant(e)s titulaires ou maîtres spéciaux, ou à du personnel d'encadrement complémentaire.

Les modalités d'introduction des dossiers en vue de l'obtention d'aide complémentaire "puériculteurs(trices)" font l'objet d'une circulaire particulière.

Le décret du 3 juillet 2003 organisant des activités de psychomotricité dans l'enseignement maternel ordinaire a prévu une procédure spécifique de répartition des agents entre les établissements. En ce qui concerne les psychomotricien(ne)s, aucune demande d'engagement ne doit donc être introduite.

La présente circulaire concerne dès lors la procédure d'attribution:

- des autres postes ACS/APE dans les établissements d'enseignement fondamental (ordinaire et spécialisé);
- des postes ACS/APE à affecter dans les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice (ordinaire et spécialisé).

Les moyens financiers accordés par les Régions ne permettant pas d'autoriser chaque établissement à engager un agent pour chaque implantation, il est essentiel de gérer au mieux et de répartir le plus équitablement possible l'encadrement complémentaire.

C'est notamment pour cela que le décret du 4 mai 2005 portant exécution du protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et les organisations syndicales représentatives au sein du comité de négociation de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux - section II, a donné compétence en la matière aux Commissions zonales de gestion des emplois, composées paritairement des représentants des organisations syndicales et des fédérations de pouvoirs organisateurs. Ce décret énumère les critères guidant les membres des

Commissions dans leur travail de proposition de répartition des postes. Ces critères sont repris dans le corps de la présente circulaire.

Chaque Commission fera ses propositions sur la base d'un nombre de postes préalablement réparti par réseau et par zone, connu avant le début de ses travaux.

Dans ce même esprit de communication et de transparence, vous trouverez la répartition préalable des postes par zone dans la présente circulaire. Tout chef d'établissement doit pouvoir introduire sa demande en pleine connaissance de cause.

Si le cadre général de financement des postes et le cadre décretaal de répartition des postes vous sont connus, il me paraît important d'y adjoindre l'information concrète qui s'y rattache.

J'attire votre attention sur le fait, que depuis le 1^e janvier 2016, un arrêté du Gouvernement de la Communauté française a pris ses effets dans le cadre d'une nouvelle constitution des dix zones de concertation.

Cette modification dans la répartition des zones est susceptible d'avoir une incidence sur le calcul arithmétique de l'attribution des postes comparativement aux années antérieures. Cet arrêté du Gouvernement du 27 mai 2015 figure *en annexe 8*.

Ainsi l'ensemble des postes ACS/APE qu'il est possible d'attribuer (Région bruxelloise et Région wallonne confondues), et déduction faite des postes de puériculteurs(trices) et de psychomotriciens(nes) qui constituent la grande majorité des postes, s'élève au nombre de **620**.

Parmi ceux-ci, proportionnellement au nombre d'élèves qu'il scolarise, **92** officieront au sein du réseau de l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils seront répartis comme suit:

- fondamental ordinaire: **22** postes;
- secondaire ordinaire: **52** postes;
- spécialisé: **18** postes.

Pour chacun des niveaux ou type d'enseignement, ce nombre doit encore être réparti entre zones à la proportion du nombre d'élèves.

Toutefois, il convient de noter que l'ensemble de ces postes ne sera pas distribué aux écoles dans le cadre de la procédure de la présente circulaire. En effet, un nombre de postes affectés à l'organisation directe du réseau doit être préalablement déduit de ce nombre global.

Ces postes sont affectés de la façon suivante:

- 6 postes aux secrétariats des préfets chargés de mission de zone;
- 6 postes à la fédération sportive de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Une fois ces déductions réalisées (pour chaque niveau et type d'enseignement respectif), le solde des postes à affecter se ventile de la façon suivante:

- enseignement fondamental ordinaire: **20** postes;
- enseignement secondaire ordinaire: **42** postes;
- enseignement spécialisé: **18** postes.

La répartition des postes, par zone, par niveau, sur base des populations scolaires, pour l'enseignement ordinaire se trouve en annexe 1.

Pour les postes de l'enseignement spécialisé, la répartition entre le fondamental et le secondaire est proportionnelle à la population scolaire de ces deux niveaux (voir annexe 2).

Conformément à la négociation sectorielle 2015/2016 relative à la programmation sociale dans l'enseignement, par laquelle le Gouvernement s'est engagé à organiser un plan bisannuel d'affectation des postes concernés au bénéfice des écoles, **le Gouvernement a l'intention de passer à un système d'attribution des postes tous les 2 ans à partir de l'année scolaire 2016-2017. Cette adaptation se fera à budget constant.**

Les postes seront donc attribués, dès 2016, tous les 2 ans, sous réserve du maintien des subventions régionales et des décisions qui pourraient intervenir à d'autres niveaux de pouvoir quant à une modification du paysage des aides à l'emploi, et ce pour deux années scolaires consécutives (en l'occurrence du 01-09-2016 au 30-06-2017 ainsi que du 01-09-2017 au 30-06-2018).

Cependant, même si le classement effectué par les Commissions zonales sera bien valide pour deux années successives, il est important de souligner que **les dépêches seront établies pour chaque année scolaire, ainsi que tous les documents administratifs** que les établissements feront parvenir annuellement, comme d'habitude, à l'Administration.

En particulier, **la durée d'engagement (10 mois) figurant sur la dépêche sera scrupuleusement respectée.**

Un non renouvellement d'un contrat est dès lors possible le cas échéant.

A cet égard, il conviendra de suivre annuellement les directives relatives à l'engagement de personnels ACS/APE autres que les puéricultrices ACS/APE dans l'enseignement fondamental ordinaire.

La Ministre de l'Education,

Joëlle MILQUET

1. Attribution des postes ACS/APE

Le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour les puéricultrices, charge les Commissions zonales d'affectation et les Commissions zonales de gestion des emplois de remettre, au Gouvernement, des propositions de répartition des postes ACS/APE entre établissements scolaires. Les écoles sont donc sélectionnées sur base du dossier introduit auprès de la Commission compétente.

Par ailleurs, comme les années précédentes, l'attribution des postes devra tenir compte des missions prioritaires, qui concernent entre autres:

1° pour les établissements d'enseignement fondamental:

- les mesures d'encadrement des enfants de l'école maternelle et plus particulièrement des enfants âgés de moins de quatre ans;
- le renforcement de l'encadrement des écoles situées en Région wallonne et liées par les contraintes spécifiques prévues dans la loi du 30 juillet 1963 relative au régime linguistique dans l'enseignement;
- les remplacements d'agents détachés pour mission en qualité de Conseiller pédagogique;
- les mesures initiées par le Contrat pour l'Ecole;
- les établissements rencontrant des difficultés particulières d'organisation et d'encadrement.

2° pour les établissements d'enseignement spécialisé:

- les projets d'intégration et d'encadrement adaptés;
- les remplacements d'agents détachés pour mission pédagogique;
- les mesures initiées par le Contrat pour l'Ecole;
- les établissements rencontrant des difficultés particulières d'organisation et d'encadrement.

3° pour les établissements d'enseignement secondaire:

- les établissements organisant des classes de primo-arrivants;
- les établissements à implantations multiples ou soumis à une fusion en septembre 1996 dans le cadre du redéploiement de l'enseignement secondaire;
- les mesures initiées par le Contrat pour l'Ecole;
- les établissements rencontrant des difficultés particulières d'organisation et d'encadrement;
- les remplacements d'agents détachés pour mission pédagogique.

2. Rôle des Commissions

Outre les missions de réaffectation des enseignants nommés qui ont perdu des heures de cours, les Commissions zonales d'affectation ont diverses tâches. Ainsi:

- dans l'enseignement fondamental, elles répartissent les périodes d'activité de psychomotricité entre les écoles;
- dans l'enseignement fondamental, elles font des propositions de répartition des postes de puériculteurs(trices) dans l'enseignement ordinaire (voir circulaire spécifique);
- dans l'enseignement fondamental, elles participent aux classements de ces puériculteurs(trices) au niveau de la zone;
- dans l'enseignement fondamental, elles connaissent des recours introduits contre le rapport sur la manière de servir du(de la) puériculteur(trice);
- dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, elles font également des propositions de répartition des postes ACS/APE et PTP (voir la circulaire spécifique relative aux postes PTP).

Les Commissions exercent leurs compétences au niveau de la zone.

Les Commissions zonales ont un rôle crucial à jouer dans la vérification des demandes introduites par les établissements scolaires. Elles doivent vérifier toutes les données encodées dans les tableaux de demande (dénomination, adresse complète, numéros Fase corrects, colonnes complétées...) avant leur transmission à l'Administration.

Afin de faciliter le travail des Commissions, il est donc important de leur fournir les données les plus précises possible et donc de respecter scrupuleusement les instructions figurant sur l'annexe 6.

Pour le réseau Fédération Wallonie-Bruxelles, le nombre de postes attribués par zone, par niveau, pour l'enseignement ordinaire et pour l'enseignement spécialisé, pour les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018, est repris dans les annexes 1 et 2 de la présente circulaire.

3. Principes généraux d'introduction des demandes

Les demandes en vue de bénéficier d'un poste ACS/APE doivent à présent être introduites par les établissements scolaires, directement, auprès de la Commission compétente (annexe 3).

Celles-ci doivent être envoyées par voie informatique, auprès de la Commission compétente, **au plus tard pour le 11 mars 2016** par le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les modalités d'envoi sont reprises dans la deuxième partie.

4. Analyse des demandes et propositions des Commissions

Les postes sont attribués aux établissements par la Ministre de l'Education sur la base des propositions motivées des Commissions.

Pour rappel, le classement sera établi pour deux années consécutives.

Chacune des Commissions remet dès lors ses propositions à la Ministre sur base du nombre de postes qui lui est attribué par cette dernière, en prenant en compte notamment les critères suivants:

- les besoins des établissements;
- le fonctionnement des établissements;
- la population scolaire des établissements;
- les priorités établies en vertu des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles -Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés.

La Commission compétente est chargée d'analyser chaque demande introduite par un établissement ou par un Pouvoir organisateur et de remettre son avis.

L'information relative à l'attribution des postes par la Ministre de l'enseignement obligatoire sur la base des propositions motivées des Commissions aux chefs d'établissement se fera au plus tard **à la fin de l'année scolaire** précédant l'année scolaire pour laquelle l'octroi est demandé.

Pour rappel:

Ne sont pas à prendre en considération, sur base de la présente circulaire, les demandes:

- **de postes ACS en Région bruxelloise octroyés sur base des Conventions ZEP 1/89 et 1/91**

DEUXIEME PARTIE: MODALITES D'INTRODUCTION DES DEMANDES

Comme pour la présente année scolaire, les données nécessaires aux travaux des Commissions zonales seront transmises, **pour le 11 mars 2016**, sur base d'un **fichier informatisé** (annexe 4).

Pour des raisons pratiques dans le cadre de l'utilisation du publipostage, il vous est demandé d'utiliser la police d'encodage "ARIAL 10".

Les demandes doivent être introduites par **niveau d'enseignement**, c'est-à-dire en faisant bien la distinction entre le fondamental et le secondaire (fichiers distincts).

ORGANISATION FONCTIONNELLE

Vous trouverez en annexe 4 de la circulaire le modèle du fichier d'encodage vous permettant de remplir, via l'informatique, votre(vos) demande(s) de postes ACS-APE. L'annexe 6 est la fiche explicative qui vous y aidera.

Ce fichier **doit impérativement** être utilisé. Tout autre fichier (scanné, autre format, années antérieures, ...) **ne sera pas pris en compte**. **Ne procédez aucunement à des "copier-coller" de données relatives à des demandes d'années antérieures** même si vous introduisez exactement les mêmes demandes pour l'année 2016-2017.

Si vous possédez une nouvelle version d'Excel (2007), vous devez absolument sauvegarder le fichier sous "xls" (et nonxlsx) afin que celui-ci soit lisible.

Personnes ressources à contacter en cas de difficultés: voir annexe 3.

MODALITES D'ENVOI DES FICHIERS

De nombreux fichiers ayant été mal orientés l'année dernière suite à une dénomination inadéquate, il est impératif de suivre les recommandations reprises ci-dessous.

Le fichier complété sera transmis, **simultanément par e-mail** aux instances suivantes en le sauvegardant sous le nom "ACS-APE + CF + zone + numéro fase + commune" (avec un espace entre chaque donnée):

- **pour l'enseignement ordinaire fondamental et secondaire**: au Président de la Commission **zonale** d'affectation compétente (voir tableau annexe 3);
- **pour l'enseignement spécialisé fondamental et secondaire**: au Président de la Commission **interzonale** d'affectation des emplois:

Monsieur M. WEBER, Boulevard Léopold II, 44 - bureau 3E318 à 1080 Bruxelles (jacqueline.anciaux@cfwb.be- téléphone: 02/413.39.43)

Lors de l'envoi par courriel, il vous est demandé de renseigner la personne de contact (n° de téléphone et adresse courriel) à qui le secrétariat des Commissions d'affectation peut s'adresser pour toutes questions relatives aux fichiers transmis.

Si vous souhaitez recevoir sur le champ un accusé de réception de votre envoi, il vous suffit, avant l'envoi de votre courriel, de cocher dans les options de votre boîte courriels "demander un accusé de réception".

Remarque très importante:

En cas d'envoi de fichiers modificatifs à ceux transmis initialement, il convient de reprendre le même intitulé du fichier que celui du fichier initial et d'y indiquer à la suite "rectificatif".

Il est très important de vérifier toutes les données reprises dans les fichiers avant de les transmettre.

TROISIEME PARTIE: RAPPEL DES RÈGLES D'ENGAGEMENT DES ACS/APE

Depuis l'entrée en vigueur du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'engagement des agents ACS/APE au sein des écoles, respectivement par les Pouvoirs organisateurs et l'autorité ministérielle, s'effectue sur base de classements établis au sein de chaque réseau d'enseignement.

Dès lors, lorsqu'un établissement bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, le Ministre ou le Pouvoir organisateur l'offre au membre du personnel dans le respect de ces classements.

Les candidats ACS/APE sont intégrés dans les classements des temporaires existants au sein de chaque réseau d'enseignement, pour autant que la fonction ait un équivalent statutaire.

Comme expliqué ci-après, la prise en considération des services prestés comme ACS/APE fait l'objet d'un coefficient réducteur et doit répondre à un certain nombre de conditions.

Quelles sont-elles pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles?

Le décret du 12 mai 2004 précité a modifié notamment l'article 39 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur, enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

En matière de calcul d'ancienneté: les textes permettent la prise en compte d'une part importante de l'ancienneté administrative acquise en qualité d'agent ACS/APE. Les conditions principales à cette prise en considération sont les suivantes:

- les services rendus en qualité d'agent ACS ou APE dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles doivent l'avoir été dans une fonction identique à une fonction qui existe sous statut;
- l'agent doit être porteur du titre requis;
- en ce qui concerne les 1200 premiers jours, il est appliqué un coefficient réducteur de 0,3;

Pour plus de détail quant au mode de comptabilisation de ces services, il est renvoyé à l'article 39 de l'arrêté royal précité. Les services de l'administration sont également à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Une autre avancée réside dans le respect d'un classement dans la désignation des agents ACS/APE. Ainsi, lorsqu'un établissement bénéficie de l'octroi d'un poste ACS/APE, le Ministre l'offre dans l'ordre établi conformément à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat. Il s'agit du même classement que celui des temporaires dans lequel sont intégrés une part des services prestés comme agent ACS/APE comme expliqué ci-avant.

ANNEXE 1:

REPARTITION DES POSTES ACS-APE PAR ZONE ET PAR NIVEAU ENSEIGNEMENT ORDINAIRE

**ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ORGANISE PAR LA FEDERATION WALLONIE-
BRUXELLES**

CONVENTION	ZONE	POP. FOND.	REP. %	POSTES
ACS RB 2004	BRUXELLES-CAPITALE	7582	100	7,5
APE RW 06464	BRABANT WALLON	3433	10,57	1,5
APE RW 06464	HUY-WAREMME	2028	6,24	0,5
APE RW 06464	LIEGE	1698	5,22	0,5
APE RW 06464	VERVIERS	2398	7,38	1
APE RW 06464	NAMUR	6135	18,88	2,5
APE RW 06464	LUXEMBOURG	5975	18,39	2,5
APE RW 06464	WALLONIE PICARDE	3816	11,74	1,5
APE RW 06464	HAINAUT CENTRE	2917	8,98	1
APE RW 06464	HAINAUT SUD	4094	12,60	1,5
		32494	100%	12,5

Remarque: population fondamentale au 01/10/2015

**ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ORGANISE PAR LA FEDERATION WALLONIE-
BRUXELLES**

CONVENTION	ZONE	POP. FOND.	REP. %	POSTES
ACS RB 2004	BRUXELLES-CAPITALE	14427	100%	9
APE RW 06464	BRABANT WALLON	5296	7,46	2
APE RW 06464	DE HUY-WAREMME	4232	5,96	2
APE RW 06464	LIEGE	13216	18,61	6
APE RW 06464	VERVIERS	4263	6,00	1,5
APE RW 06464	NAMUR	7789	10,97	3,5
APE RW 06464	LUXEMBOURG	8289	11,68	4
APE RW 06464	WALLONIE PICARDE	8065	11,36	4
APE RW 06464	HAINAUT CENTRE	8850	12,47	4,5
APE RW 06464	HAINAUT SUD	10997	15,49	5,5
		70997	100%	33

Remarque: population secondaire au 01/10/2015

**ANNEXE 2:
REPARTITION DES POSTES ACS-APE
PAR ZONE ET PAR NIVEAU
ENSEIGNEMENT SPECIALISE**

**ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ORGANISE PAR LA FEDERATION
WALLONIE-BRUXELLES**

CONVENTION	ZONE	POP. FOND.	REP. %	POSTES
ACS RB 2004	BRUXELLES-CAPITALE	310	100	2
APE RW 06464	BRABANT WALLON	195	4,56	0,5
APE RW 06464	HUY-WAREMME	202	4,72	0,5
APE RW 06464	LIEGE	706	16,51	1
APE RW 06464	VERVIERS	234	5,47	0,5
APE RW 06464	NAMUR	710	16,60	1
APE RW 06464	LUXEMBOURG	605	14,15	1
APE RW 06464	WALLONIE PICARDE	599	14,00	1
APE RW 06464	HAINAUT CENTRE	668	15,62	1
APE RW 06464	HAINAUT SUD	358	8,37	0,5
		4277	100%	7

Remarque: population fondamentale "spécialisé" au 01/10/2015

**ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ORGANISE PAR LA FEDERATION
WALLONIE-BRUXELLES**

CONVENTION	ZONE	POP. FOND.	REP. %	POSTES
ACS RB 2004	BRUXELLES-CAPITALE	309	100	2
APE RW 06464	BRABANT WALLON	0	0	0
APE RW 06464	HUY-WAREMME	487	10,76	0,5
APE RW 06464	LIEGE	755	16,68	1
APE RW 06464	DE VERVIERS	219	4,84	0,5
APE RW 06464	NAMUR	528	11,66	1
APE RW 06464	LUXEMBOURG	840	18,56	1,5
APE RW 06464	WALLONIE PICARDE	543	12,00	1
APE RW 06464	HAINAUT CENTRE	366	8,09	0,5
APE RW 06464	HAINAUT SUD	788	17,41	1
		4526	100%	7

Remarque: population secondaire "spécialisé" au 01/10/2015

ANNEXE 3:

<p>Monsieur FAURE Alain Président de la Commission zonale de Bruxelles-Capitale Ministère de la CF - City Center 1 Boulevard du Jardin Botanique 20-22 Bureau 1G 57 1000 BRUXELLES E-mail: alain.faure@cfwb.be</p>	<p>Madame VERLENT Liliane Présidente de la Commission zonale de Brabant wallon Athénée royal Paul Delvaux Avenue des Villas, 15 1340 OTTIGNIES E-mail: comzonalebrabant@gmail.com</p>
<p>Madame LEMAL Catherine Présidente de la Commission zonale de Huy-Waremme Athénée royal Charles Rogier Rue des Clarisses, 13 4000 Liège E-mail: catherine.lemal@cfwb.be</p>	<p>Monsieur DELVILLE Gilbert Président de la Commission zonale de Liège Athénée royal rue Jean Lambert Sauveur 59 4040 HERSTAL E-mail: gilbert.delville@cfwb.be</p>
<p>Monsieur CULOT Michel Président de la Commission zonale de Verviers Rue Louis Maréchal 145 4360 OREYE E-mail: com-zonale-verviers@hotmail.fr</p>	<p>Monsieur CLAESSENS Jean-Paul Président de la Commission zonale de Namur I.T.C.A Chaussée de Nivelles 204 5020 SUARLEE-NAMUR E-mail: jean-paul.claessens@cfwb.be</p>
<p>Monsieur REGGERS Richard Président de la Commission zonale du Luxembourg Athénée royal Chaussée d'Houffalize 3 6600 BASTOGNE E-mail: richard.reggers@cfwb.be</p>	<p>Monsieur DECAESTECKER Philippe Président de la Commission zonale de Wallonie-Picarde ITCF d'Irchonwelz – Site Vauban Avenue Vauban 6 A 7800 ATH E-mail: philippe.decaestecker@cfwb.be</p>
<p>Monsieur COLLETTE Francis Président de la Commission zonale de Hainaut-Centre Ecole Pierre Coran Site Jean d'Avesnes Avenue du Gouverneur Cornez 1 7000 MONS E-mail: coordinationzonale@skynet.be</p>	<p>Monsieur PRIMERANO Fabrizio Président de la Commission zonale de Hainaut-Sud Direction des activités parascolaires et des CDPA City Center, 1Boulevard du Jardin Botanique 20-22 Bureau 1G 57 1000 BRUXELLES E-mail: fabrizio.primerano@cfwb.be</p>

ANNEXE 5: FICHER FUSION DEMANDES ACS-APE

TRANSFERER LES DONNEES

FUSION DES DEMANDES D'ENGAGEMENT DES ACS - APE

RESTAURE FORMAT

INSERE

ANNEE SCOLAIRE 2016-2018 ZONE :

RECOPIE

ZONE	PO GESTIONNAIRE DU DOSSIER ou ETABLISSEMENT (enseignement organisé par la CF)						ETABLISSEMENT		IMPLANTATION						Fonction	Poste partagé	Encadre- -ment différencié - N° classe	Critères liés à la population scolaires 150 caractères maximum	Critères liés au fonctionnement et aux besoins 150 caractères maximum	Missions prioritaires auxquelles l'octroi d'un agent ACS - APE permettrait de répondre 150 caractères maximum	ECOLE POR- TEUSE	Votre class emen t	Post e part agé	N° des ligne s		
	N° Fase du PO	PO/ ETABLISSEMENT : DENOMINATION	ADRESSE	N°	CP	LOCALITE	N° FASE Etablisse ment	Niveau d'enseigne ment	N° FASE impla n- tation	DENOMINATION	ADRESSE	N°	CP	LOCALITE												
1	2	3	4	5	6	7	7bis	7ter	8	9	10	10bis	10ter	10 quater	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		
																								-	1	
																									-	2
																									-	3
																									-	4
																									-	5
																									-	6
																									-	7
																									-	8
																									-	9
																									-	10
																									-	11
																									-	12
																									-	13
																									-	14
																									-	15
																									-	16
																									-	17
																									-	18

ANNEXE 6

FICHE EXPLICATIVE - ENGAGEMENT DES ACS-APE - ECOLES

Remarque : la fiche explicative du fichier encodage des demandes des ACS-APE par implantation concerne tous les réseaux.

<p>CONSEILS</p>	<p>L'encodage de certaines colonnes est obligatoire - si vous omettez d'introduire des données, ces colonnes apparaîtront en rouge.</p> <p>Pour éviter cela, il est donc demandé que toutes les cellules d'une ligne encodée soient complétées en indiquant "néant" si vous n'avez aucune information à communiquer, bien que cette information vous soit demandée.</p> <p>L'encodage dans les fichiers doit débuter sur la première ligne vierge après la zone de titre.</p> <p>Les encodages doivent se suivre (pas de ligne blanche).</p> <p>Là où apparaissent une main et une flèche vous pouvez cliquer sur la flèche (liste déroulante) pour faire votre choix.</p> <p>Là où le commentaire est permis, ne dépassez pas les 6 lignes, car vos données n'apparaîtront pas (la hauteur des lignes est bloquée!)</p>		
COLONNE	DENOMINATION	TYPE DE DONNEES	EXPLICATION
Colonne 1	Zone	Liste déroulante	<p>Il s'agit du numéro de la zone et du réseau auquel appartient l'implantation</p> <p>Ex: FL 8 (Fondamental libre - zone 8)</p> <p>Ex: FO 8 (Fondamental officiel - zone 8)</p> <p>Ex: FLNC (Fondamental Libre non confessionnel)</p> <p>Ex: CF 3 (Enseignement fondamental organisé par la CF - zone 3)</p> <p>Ex: SEC O 2 (Secondaire officiel - zone 2)</p> <p>Ex : SEC L 8 (Secondaire libre - zone 8)</p> <p>Ex: SPEC O 3 (Spécialisé officiel - zone 3)</p> <p>Ex: SEC LNC (Secondaire libre non confessionnel)</p> <p>Ex: CF SEC 3 (Enseignement secondaire organisé par la CF - zone 3)</p> <p>ATTENTION: il est important de compléter cette cellule, à défaut, la ou les lignes concernées ne seront pas importées dans le fichier de fusion.</p>
Colonne 2		Encodage	Reprend le N° fase du PO
Colonne 3	<p>PO ou ETABLISSEMENT</p> <p>(ces données devront être répétées autant de fois qu'il y aura d'implantations)</p>	Encodage	<p>Il s'agit de la dénomination du PO gestionnaire du dossier administratif et pécuniaire du membre du personnel ou de l'établissement gestionnaire du dossier administratif et pécuniaire du membre du personnel pour l'enseignement organisé par la CF auquel appartient l'implantation</p>
Colonne 4			Reprend l'adresse du PO (boulevard, avenue, rue ...)

Colonne 5		Encodage	Reprend le N° du PO
Colonne 6			Reprend le code postal où est établi le PO
Colonne 7			Reprend la commune où est établi le PO
Colonne 7bis	ETABLISSEMENT	Encodage	Reprend le numéro Fase de l'établissement (obligatoire)
Colonne 7ter		Liste déroulante	<p>Reprend le niveau d'enseignement (il s'agit en fait de l'unité FASE de l'établissement).</p> <p>Choisissez votre niveau dans le menu déroulant (obligatoire).</p> <p>Important: vous devez choisir le niveau correspondant au matricule ECOT de votre établissement (matricule que vous utilisez pour l'introduction des dossiers pécuniaires des membres du personnel et les déclarations DIMONA). Ainsi, il est par exemple obligatoire de choisir, au niveau du fondamental, entre le maternel et le primaire (il n'y a pas de niveau fondamental en tant que tel dans la liste).</p>
Colonne 8	IMPLANTATION	Encodage	Reprend le N° fase de l'implantation
Colonne 9			Il s'agit de la dénomination de l'IMPLANTATION
Colonne 10			Reprend l'adresse de l'implantation (boulevard, avenue, rue)
Colonne 10bis			Reprend le n° de rue de l'implantation
Colonne 10ter			Reprend le code postal où est établie l'implantation
Colonne 10quater			Reprend la commune où est établie l'implantation
Colonne 11	FONCTION	Encodage	Attention : aucune demande de puéricultrice ne sera acceptée (objet d'une autre circulaire)
Colonne 12		Encodage	<p>Si le poste est partagé, indiquer les PO/Etablissements concernés par ce partage</p> <p>Dans ce cas, il faut obligatoirement encoder toutes les implantations concernées par la demande de poste partagé et identifier les demandes (par exemple: DEM 1 sur toutes les lignes concernées par une même demande de poste partagé, puis DEM 2 ...)</p> <p>Si le poste n'est PAS partagé, vous ne devez rien indiquer dans cette colonne (ne pas mentionner "non" ou "non partagé" ...)</p>

Colonne 13		Liste déroulante Classes - de 1 à 20 - aucune	Encadrement différencié - choisissez votre classe (entre 1 et 20) Pour les implantations créées à partir du 01/09/2015 et non encore classées – choisir "aucune" Ce renseignement est fourni par la DGEO (Direction générale de l'Enseignement obligatoire).
Colonne 14		Encodage - 150 caractères maximum	Critères liés à la population scolaire - 150 caractères maximum
Colonne 15			Critères liés au fonctionnement et aux besoins - 150 caractères maximum
Colonne 16			Missions prioritaires auxquelles l'octroi d'un agent ACS-APE permettrait de répondre - 150 caractères maximum
Colonne 17		Liste déroulante OUI/NON	Uniquement dans le cas de poste partagé , vous devez indiquer "oui" en regard de l'implantation qui est porteuse du projet. Rappel: est porteuse, l'école qui assume la gestion administrative et pécuniaire du dossier du membre du personnel qui sera engagé. Donc, indiquer "oui" pour l'implantation qui gèrera le poste partagé et "non" pour les autres implantations. Rappel: il ne peut y avoir qu'une seule école porteuse par poste partagé.
Colonne 18		Liste déroulante MT : ½ temps TP : temps plein	Si vous n'indiquez rien dans cette colonne, la candidature est considérée comme une demande de temps plein

RAPPEL: si un PO/Etablissement souhaite partager plusieurs postes entre plusieurs de ses implantations, il devra encoder pour chaque poste demandé toutes les implantations concernées.

Exemple: demande de 2 AIP + 1 AGA pour 7 implantations = 7 lignes pour le 1^{er} poste d'AIP + 7 lignes pour le 2^{ème} poste d'AIP + 7 lignes pour le poste d'AGA.

Fiche d'identification du P.O.

Agents ACS (Agent contractuel subventionné) ou APE (Aide à la promotion de l'emploi) dans l'enseignement de plein exercice ordinaire et spécialisé

Nom du P.O.:

Numéro FASE du P.O.:

Adresse complète:

Coordonnées des écoles ayant introduit une (des) demande(s) de poste(s):

Personne de contact:

RESEAU: OFFICIEL

Niveau: Maternel/Primaire/Secondaire (1)

Type: Ordinaire/Spécialisé (1)

ZONE (2) :

Je certifie conforme les données transmises par voie électronique en date du:

Cachet du PO et signature:

(1) Biffer les mentions inutiles

(2) A compléter

27 MAI 2015. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2002 déterminant pour l'enseignement fondamental les zones en application de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, notamment l'article 13, modifié par le décret du 27 mars 2002 modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives et portant diverses mesures modificatives;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2015;

Vu le protocole de négociation du 11 février 2015 au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres Psycho médico sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu le protocole de négociation du 11 février 2015 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'avis n° 57.431/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité d'aligner les zones de concertation de l'enseignement fondamental sur les zones de concertation de l'enseignement secondaire telles que modifiées suite à la mise en œuvre du décret du 11 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation Emploi;

Sur la proposition de la Ministre chargée de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2002 déterminant pour l'enseignement fondamental les zones en application de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental est remplacé par :

« Article 1^{er}. - Sont constitués dix zones de concertation:

1. La zone de Bruxelles est composée des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint Pierre.

2. La zone du Brabant Wallon est composée des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélocine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la-Ville.

3. La zone de Huy Waremme est composée des communes suivantes : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés,

Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

4. La zone de Liège est composée des communes suivantes : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

5. La zone de Verviers est composée des communes suivantes : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. La zone de Namur est composée des communes suivantes : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. La zone du Luxembourg est composée des communes suivantes : Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. La zone de Wallonie Picarde est composée des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

9. La zone de Hainaut Centre est composée des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussines, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

10. La zone de Hainaut Sud est composée des communes suivantes : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelines, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Evêque, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure, Les Bons Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval et Walcourt. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2016.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Education dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2015.

Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

La Vice-présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,

Joëlle MILQUET

ANNEXES A LA CIRCULAIRE

1) N'utilisez pas de copier-coller de cellules provenant d'un ancien tableau

Non seulement vous risquez de recopier des valeurs incorrectes mais vous pourriez également copier des cellules fusionnées dans les colonnes qui réclament des données uniques

Examinez le petit exemple ci-dessous

N° fase du PO	PO / ETABLISSEMENT DENOMINATION	ADRESSE	N°	CP	LOCALITE	
2	3	4	5	6	7	
1119	Administration communale de Plombières	Place du 3ème Millénaire	1	4850	PLOMBIERES	>>>correct
1038	Centre 2 4853 Verbière				>>>INCORRECT	

Le deuxième établissement (exemple fictif) a complété les données du PO en fusionnant ces données dans une seule cellule.

Cette méthode est à proscrire car:

- a) elle complique l'importation des données dans le fichier de fusion du document
- b) elle empêche le tri des lignes
- c) elle empêche la bonne utilisation des données (publipostage).

Veillez donc à remplir les champs tel que dans le premier exemple

La même remarque est bien sûr valable pour les informations relatives à l'implantation.

2) Que devez-vous indiquer dans la colonne niveau - Pas de niveau fondamental

Comme indiqué dans le commentaire de l'en-tête de cette colonne, il s'agit plus exactement de l'UNITE FASE de l'établissement

Ce numéro d'unité a été introduit dans la base de données des établissements (**FASE**) pour établir la correspondance avec les matricules utilisés dans la base ECOT, qui est toujours utilisée actuellement pour les paiements dans RL10, ainsi que pour les encodages DIMONA (il est alors appelé "sous-entité" dimona)

Petite explication:

Un matricule FASE peut effectivement posséder deux unités: une **maternelle** et une **primaire** par exemple.

Exemple: l'établissement " Ecole fondamentale libre Notre-Dame", à Erquelinnes, a le matricule **FASE 1536**.

Il possède **deux unités**:

- **L'unité 110** : Maternelle ordinaire --> à laquelle correspond le matricule ECOT 522**4**169302

- **L'unité 111** Primaire ordinaire --> à laquelle correspond le matricule ECOT 522**3**169302

Comme vous le voyez, seul le quatrième chiffre change dans le matricule ECOT

Il n'y a donc PAS d'unité "Fondamental ordinaire"

Comment remplir la colonne

Pour déterminer quel numéro utiliser, l'école doit se référer au matricule qu'elle utilise pour déclarer la DIMONA et pour introduire la demande de subvention-traitement auprès de la Cellule ACS-APE-PTP.

Dans l'exemple précédent, si le dossier (ou la dimona) est introduit avec le matricule ECOT 522**4**169302, → l'école indique l'unité **110**.

S'il est introduit (ainsi que la dimona, je le rappelle) avec 522**3**169302 → l'école indique le code **111** (primaire) dans la colonne ad hoc.